

Concertation nationale : Madagascar sait-il transformer la parole en actes ?

Jeunes, femmes, partis, Églises, diaspora : les propositions se multiplient. Le défi est désormais de rendre visible ce qu'elles deviennent.

S43-26 · ANALYSE DE TRAÇABILITÉ

Que deviennent les contributions ?

Sept démarches de la refondation, cinq étapes de la parole à la décision
CE QUE LES SOURCES PUBLIQUES PERMETTENT DE VÉRIFIER AU 23 OCTOBRE 2026



DÉMARCHE	RECUEILLIR	CONSOLIDER	TRANSMETTRE	ARBITRER	APPLIQUER
Concertation des jeunes Ministère de la Jeunesse	✓ Communes, régions, avril-juillet	✓ Résolution en 61 points	🟡 Remise le 1er août, transmission au FFKM annoncée	○ Avec la concertation nationale	? Comité de suivi sans composition publique
Ateliers électoraux CENI	✓ 28-30 mai	✓ Synthèse en 11 axes	✓ Remise au FFKM le 31 août	○ Avec la concertation nationale	○
Forum des femmes leaders Appui PNUD	✓ 8 régions, forum 4-5 juin	✓ Document de plaidoyer	✓ Remise le 18 septembre	? Aucun suivi public retrouvé	○
Consultation politique Présidence, Iavoloha	✓ 2-8 septembre	🟡 Restitution annoncée en novembre	○	○	○
Assises de la diplomatie Affaires étrangères	✓ Clôture le 17 septembre	✓ Recommandations à l'horizon 2040	🟡 Livre blanc annoncé, sans date	○ Après le Livre blanc	○ Après le Livre blanc
Concertation nationale FFKM, Comité technique	🟡 Formation pilote dans 6 districts	○ Rapport final prévu en mai 2027	○ Vers le Premier ministre	○ Comité technique, gouvernement	○
Consultation de la diaspora Calendrier FFKM	? Prévue du 14 sept. au 16 nov., aucune trace publique	○	○	○	○

✓ Réalisé et documenté 🟡 Annoncé ou en cours ○ Pas encore exigible ? Non vérifié publiquement

Sources : presse malgache, PNUD, Madagascar-Tribune, consultées le 23 octobre 2026. Détail en fin d'article.

DIAPASON · Nourrir le débat

S43-26 | 23 octobre 2026 | Rédaction Diapason

Depuis la rupture de 2025, Madagascar ne manque ni de consultations ni de propositions. Les jeunes ont adopté une résolution en 61 points. La CENI a synthétisé onze axes de réforme électorale. Des femmes leaders ont chiffré leurs exigences de représentation. Selon la presse, plus de quatre-vingts partis auraient été reçus à Iavoloha.¹ Les diplomates ont esquissé une doctrine à l'horizon 2040. Et le FFKM (Conseil chrétien

¹ Newsmada, consultations politiques à Iavoloha, 9 septembre 2026.

des Églises de Madagascar) prépare une consultation qui doit descendre jusqu'aux 19 400 fokontany du pays.²

Le pays parle. La question n'est plus de savoir s'il sera entendu, mais ce que deviendra ce qu'il dit. Une contribution peut être recueillie, résumée, transmise, puis se perdre entre deux comités sans que personne ne l'ait décidé. Ce n'est pas nécessairement de la mauvaise foi. C'est le risque d'une chaîne dont les responsabilités existent, mais dont les modalités de restitution et de contrôle restent insuffisamment explicitées. Cet article suit cette chaîne. Sa thèse est simple : une concertation ne se juge ni au nombre de personnes consultées ni au volume des propositions recueillies, mais à la possibilité, pour chaque citoyen, de savoir ce qu'est devenue sa contribution.

Une nation qui produit déjà des propositions

Il faut d'abord rendre justice à ce qui a été fait. La concertation nationale des jeunes, lancée au printemps dans les communes, les districts et les régions, s'est achevée au CCI Ivato le 1er août.³ Sa résolution va d'un Parlement des jeunes à la transformation locale obligatoire des matières premières. Et elle a fait surgir le débat le plus sensible de la refondation : État unitaire ou fédéral.⁴

Les femmes leaders, réunies les 4 et 5 juin avec l'appui du PNUD après des consultations dans huit régions, ont finalisé un document de plaidoyer qui réclame au moins 40 % de femmes dans les fonctions électives et nominatives.⁵ La CENI a tenu fin mai des ateliers multi-acteurs sur onze axes, des listes électorales à sa propre indépendance.⁶ Les Assises nationales de la diplomatie se sont closes le 17 septembre sur des recommandations destinées à un Livre blanc.⁷ La Primature a, de son côté, ouvert le 19 octobre des échanges techniques sur la future politique nationale d'investissement public.⁸

Ces démarches ne se valent pas. Les unes sont citoyennes : elles interrogent des jeunes ou des femmes dans les régions. D'autres sont institutionnelles, comme les ateliers de la CENI ou la consultation des partis à Iavoloha. D'autres encore sont sectorielles et techniques, comme la diplomatie ou l'investissement public. Elles n'ont ni la même légitimité ni le même destinataire. Mais elles contredisent une idée reçue : Madagascar ne part pas d'une page blanche. La difficulté n'est pas la pénurie d'idées. Elle tient à leur confrontation, à leur hiérarchisation et à leur traduction en règles.

Des contributions qui circulent, des retours qui restent invisibles

Ces propositions ne sont pas restées dans les tiroirs de leurs auteurs. En recevant les recommandations des jeunes, le président de la Refondation a promis de les transmettre au FFKM, et le ministre de la Jeunesse a annoncé un comité technique de suivi.⁹ Le 31 août, le président de la CENI a remis sa synthèse au président du FFKM, qui la considère comme un « outil de travail ». ¹⁰ Le 18 septembre, le document de plaidoyer des femmes a été remis à l'épouse du président de la Refondation (en admettant que celle-ci ait officiellement un rôle à jouer dans ces démarches alambiquées) et à la ministre de la Population.¹¹

Il serait donc injuste de parler d'une parole confisquée. Mais il serait imprudent de parler d'une parole entendue et surtout écoutée, remettre n'est pas retenir, et retenir n'est pas décider. Entre la consultation et la décision s'intercalent au moins cinq opérations : recueillir, consolider, transmettre, arbitrer, appliquer. Les sources publiques documentent bien les deux premières, parfois la troisième. Sur les deux dernières, elles sont presque muettes.

Encore faut-il distinguer trois situations. Certaines échéances ne sont pas atteintes : la restitution de la consultation d'Iavoloha est annoncée pour novembre.¹² D'autres réponses existent peut-être sans avoir été

² Newsmada, état d'avancement et phase pilote de la concertation, 5 octobre 2026.

³ Newsmada, clôture de la concertation nationale de la jeunesse et engagements de l'État, 3 août 2026.

⁴ L'Express de Madagascar, priorités détaillées par les jeunes dans leur résolution, août 2026.

⁵ PNUD Madagascar, Forum national des femmes et jeunes femmes leaders, 6 juin 2026.

⁶ Newsmada, remise de la synthèse de la CENI au président du FFKM, 1er septembre 2026.

⁷ Newsmada, clôture des Assises nationales de la diplomatie, 18 septembre 2026.

⁸ Primature, ouverture officielle de la concertation technique pour la Politique nationale d'investissement public, 19 octobre 2026.

⁹ Newsmada, clôture de la concertation nationale de la jeunesse et engagements de l'État, 3 août 2026.

¹⁰ Newsmada, remise de la synthèse de la CENI au président du FFKM, 1er septembre 2026.

¹¹ PNUD Madagascar, remise du document de plaidoyer des femmes et jeunes femmes leaders aux hautes autorités, 18 septembre 2026. · Newsmada, 19 septembre 2026.

¹² L'Express de Madagascar, entretien du président de la Refondation à la Radio des Nations unies, 7 octobre 2026.

publiées : le comité de suivi des jeunes n'a, dans les sources consultées, ni composition ni calendriers publics, et aucun suivi public détaillé du plaidoyer des femmes n'a été retrouvé. D'autres enfin n'ont pas de date, comme le Livre blanc diplomatique. Aucune de ces situations ne prouve que rien n'est fait. Elles montrent surtout qu'aucun dispositif public commun n'a été identifié pour permettre aux citoyens de suivre le devenir des propositions transmises.

Les contributions montent ; peu d'informations redescendent. Les standards internationaux sont pourtant clairs : selon les lignes directrices de l'OCDE, les participants doivent savoir quelles recommandations seront prises en compte, avec des justifications lorsque certaines ne le sont pas.¹³ Personne ne peut exiger de l'État qu'il adopte toutes les propositions. On peut cependant exiger qu'il dise ce qu'il en fait.

Entre la parole recueillie et la décision politique, qui détient le dernier mot ?

Le FFKM conduit la concertation. Le Conseil des Églises s'est doté de sa propre architecture : un conseil d'administration de 13 membres, un comité technique dirigé par un coordinateur général et un groupe de conseil de 16 membres. Il promet une parole recueillie « sans filtre ni censure »¹⁴ et des comptes rendus « clairs » ; la confiance, a résumé son coordinateur, « se prouve par les actes ».¹⁵ Son dispositif part des fokontany et remonte aux communes, aux districts et aux régions, avant une phase nationale en mars 2027 et un rapport final en mai.¹⁶

Mais le FFKM n'est que le premier étage. Un Comité technique de la Concertation nationale, créé par décret le 17 juin et dont les 35 membres ont été désignés par arrêté du Premier ministre le 3 septembre, est installé à la Primature. Il doit suivre le calendrier, examiner les rapports, les transmettre au Premier ministre, puis suivre la mise en œuvre des résolutions par le gouvernement.¹⁷ Il doit aussi trancher en cas de blocage : ses décisions se prennent d'abord par consensus, puis à la majorité absolue ; en cas d'égalité, la voix du Premier ministre l'emporte. Le FFKM n'y compte qu'un représentant titulaire.¹⁸ En juillet, le Premier ministre évoquait en outre un comité de pilotage de la Refondation chargé d'examiner les propositions avant leur transformation en projets constitutionnels.¹⁹ L'articulation entre ces étages n'est pas publiquement documentée.

Cette architecture n'est pas illégitime. Une Église n'a pas vocation à rédiger une Constitution, et un gouvernement doit répondre de ses choix. Le dispositif prévoit même un suivi de la mise en œuvre et des règles de décision connues. Mais ces règles organisent le fonctionnement du comité ; les textes publiés ne disent pas comment les conclusions nationales seront validées, ni si le suivi sera public. La place du Premier ministre ne signifie pas que l'exécutif contrôle le résultat. Elle signifie qu'au sein de ce comité, le Premier ministre dispose d'un rôle décisif en cas de blocage. Reste à savoir comment les conclusions ainsi examinées seront validées, puis transformées en décisions. C'est dans ces passages que se jouent les opérations les plus politiques, où une exigence claire peut se dissoudre dans une formule de consensus.

L'expérience africaine rappelle l'enjeu. Au Tchad, les résolutions du dialogue national de 2022 ont prolongé la transition et rendu ses dirigeants éligibles : la question décisive n'était pas seulement ce que disaient les participants, mais qui transformait leurs conclusions en règles.²⁰ On objectera qu'exposer chaque étape alourdirait un processus déjà décalé. L'argument a du poids. Mais l'opacité a aussi un coût : lorsque la confiance envers les institutions est faible, une synthèse invisible sera soupçonnée d'avoir été écrite d'avance, même si elle ne l'a pas été.

Le calendrier ajoute une contrainte. Le Programme de la Refondation remis à la SADC prévoit que les résolutions soient « consignées et rendues publiques » et débouchent sur un Document national d'orientation.²¹ Son chronogramme indicatif place aussi le référendum constitutionnel entre mai et juillet

¹³ OCDE, Guidelines for Citizen Participation Processes, étape 8, 2022.

¹⁴ Newsmada, garanties annoncées par le FFKM, 28 août 2026.

¹⁵ 2424.mg, structure de pilotage de la concertation nationale présentée par le FFKM, 27 août 2026.

¹⁶ Newsmada, calendrier de la concertation nationale, 26 août 2026.

¹⁷ Madagascar-Tribune, nomination des membres du Comité technique, 4 septembre 2026. · Newsmada, composition du Comité technique, 4 septembre 2026.

¹⁸ RFI (via AllAfrica), composition et règles de décision du Comité technique, 5 septembre 2026.

¹⁹ Newsmada, déclarations du Premier ministre devant les députés, 3 juillet 2026.

²⁰ Diapason, « Trajectoire comparée du Tchad et Madagascar », S42-26, 16 octobre 2026, d'après Reuters, 2 octobre 2022.

²¹ Moov.mg, repris par TANIKO Madagascar, programme en quatre phases remis à la SADC, 1er mars 2026.

Diapason © Octobre 2026

2027.²² Au 5 octobre, le FFKM en était encore à une formation pilote dans six districts.²³ Si le rapport final arrive en mai, combien de semaines resteront pour l'examiner, rédiger les textes et informer les électeurs ? Ce chevauchement ne prouve pas que les arbitrages soient déjà arrêtés. Il réduit la marge de délibération. Consulter n'a de portée que si des choix restent ouverts quand les contributions arrivent.

La diaspora, laboratoire et miroir

Les Malgaches de l'étranger offrent un terrain d'observation utile. Le calendrier du FFKM prévoyait leur consultation du 14 septembre au 16 novembre ;²⁴ nous n'en avons pas trouvé de trace publique à ce stade. En parallèle, des initiatives indépendantes se sont développées, comme les Assises de la Diaspora, dont la plateforme en ligne recueille des doléances.²⁵

Ces outils rendent la contribution visible : chacun peut lire ce qui a été proposé et suivre les soutiens reçus. Leurs limites doivent être nommées. Une plateforme volontaire renseigne sur les préoccupations de ses participants, non sur l'opinion de la diaspora. Un soutien n'est pas un vote. Les enquêtes scientifiques de DIAL et de l'IRD, comme AINGA et TARATRA, relèvent d'un autre registre : elles décrivent, elles ne mandatent pas.²⁶ Ces plateformes n'échappent pas à la règle qu'elles invoquent : elles devront, elles aussi, dire ce que deviennent les doléances qu'elles publient.

Un registre plutôt qu'une promesse

Diapason proposait dès novembre 2025 un registre public des engagements de la transition.²⁷ La concertation appelle son prolongement : un registre public des propositions de la refondation. Chaque recommandation consolidée y recevrait un identifiant, une origine, une date de transmission, un organe responsable et un statut : reçue, examinée, retenue ou écartée, avec une justification dans ce dernier cas. Deux publications en formeraient l'ossature : les contributions consolidées, dans la version transmise à chaque étage, puis les décisions des autorités compétentes et leurs motifs. Les contributions initiales seraient conservées sans modification, les données personnelles protégées, et les synthèses affichées dans les communes pour ceux qui n'ont pas accès à Internet. Le Comité technique pourrait y contribuer, sous le contrôle d'un tiers indépendant. Un tel registre ne contraindrait pas l'État à tout adopter. Il rendrait les réponses, comme les absences de réponse, publiquement vérifiables, et permettrait à l'État de montrer ce qu'il retient au lieu de laisser croire qu'il ignore.

La refondation sera jugée sur ses textes. Mais la légitimité de ces textes se jouera avant, dans l'espace que personne ne regarde encore : celui qui sépare la parole recueillie de la décision prise. Madagascar a montré qu'il savait parler. Il lui reste à montrer qu'il sait répondre. D'ici mai 2027, une question servira de test : un jeune d'Analamanga, une élue de Manakara ou un Malgache installé à Lyon pourront-ils savoir ce qu'est devenue leur contribution ?

Sources et traçabilité

Les notes renvoient aux sources associées aux faits cités. Sources consultées le 23 octobre 2026.

- Newsmada, clôture de la concertation nationale de la jeunesse, 3 août 2026.
<https://newsmada.com/?p=190018>
- L'Express de Madagascar, priorités détaillées par les jeunes, août 2026.
<https://www.lexpress.mg/2026/08/refondation-les-jeunes-detaillent-leurs.html>
- PNUD Madagascar, Forum national des femmes et jeunes femmes leaders, 6 juin 2026.
<https://www.undp.org/fr/node/587286>
- Newsmada, remise du document de plaidoyer des femmes leaders, 19 septembre 2026.
<https://newsmada.com/?p=196027>

²² Newsmada, chronogramme du Programme de la Refondation, 2 mars 2026.

²³ Newsmada, état d'avancement et phase pilote de la concertation, 5 octobre 2026.

²⁴ Newsmada, calendrier de la concertation nationale, 26 août 2026.

²⁵ Transparence : les Assises de la Diaspora et la plateforme www.concertation-diaspora.com sont portées par le président de Diapason (partenaire). Aucune donnée chiffrée issue de cette plateforme n'est utilisée dans cet article.

²⁶ DIAL (IRD), document de travail n° 2026-04, premiers résultats des enquêtes AINGA et TARATRA (dispositif Tady Disco), 2026.

²⁷ Diapason, « Un gouvernement à l'épreuve du réel », novembre 2025.

Diapason © Octobre 2026

- PNUD Madagascar, remise du document de plaidoyer aux hautes autorités de l'État, 18 septembre 2026. <https://www.undp.org/fr/madagascar/communiques/refondation-de-la-republique-madagascar-les-femmes-et-jeunes-femmes-leaders-remettent-leur-document-de-plaidoyer-aux-hautes>
- Newsmada, remise de la synthèse de la CENI au FFKM, 1er septembre 2026. <https://newsmada.com/?p=193594>
- Newsmada, clôture des Assises nationales de la diplomatie, 18 septembre 2026. <https://newsmada.com/2026/09/18/diplomatie-madagascar-veut-jouer-la-carte-du-non-alignement/>
- Primature, ouverture officielle de la concertation technique pour la PNIP, 19 octobre 2026. <https://app.primature.gov.mg/article/primature-ouverture-officielle-de-la-concertation-technique-pour-la-preparation-de-la-politique-nationale-dinvestisemen>
- Newsmada, consultations politiques à Iavoloha, 9 septembre 2026. <https://newsmada.com/?p=194627>
- L'Express de Madagascar (via AllAfrica), entretien du président de la Refondation à la Radio des Nations unies, 7 octobre 2026. <https://fr.allafrica.com/stories/202610070633.html>
- OCDE, Guidelines for Citizen Participation Processes, 2022. https://www.oecd.org/en/publications/oecd-guidelines-for-citizen-participation-processes_f765caf6-en.html
- Newsmada, garanties annoncées par le FFKM, 28 août 2026. <https://newsmada.com/?p=193180>
- 2424.mg, structure de pilotage de la concertation présentée par le FFKM, 27 août 2026. <https://www.2424.mg/vie-de-la-nation-une-structure-avec-un-conseil-dadministration-un-comite-technique-et-un-groupe-de-conseils-pour-piloter-la-concertation-nationale/>
- Newsmada, calendrier de la concertation nationale, 26 août 2026. <https://newsmada.com/?p=192942>
- Madagascar-Tribune, nomination des membres du Comité technique, 4 septembre 2026. <https://www.madagascar-tribune.com/Concertation-nationale-nomination-des-membres-du-Comite-technique.html>
- Newsmada, composition du Comité technique, 4 septembre 2026. <https://newsmada.com/?p=194027>
- RFI (via AllAfrica), composition et règles de décision du Comité technique, 5 septembre 2026. <https://fr.allafrica.com/stories/202609050110.html>
- Newsmada, déclarations du Premier ministre sur le calendrier, 3 juillet 2026. <https://newsmada.com/?p=186174>
- Moov.mg, programme en quatre phases remis à la SADC, 1er mars 2026. <https://www.moov.mg/actualite/nationale/112961-refondation-de-madagascar-un-programme-en-quatre-phases-pour-batir-la-veme-republique-remis-a-la-sadc>
- TANIKO Madagascar, reprise de l'article de Moov.mg, 1er mars 2026. <https://tanikomadagascar.com/2026/03/01/refondation-de-madagascar-un-programme-en-quatre-phases-pour-batir-la-veme-republique-remis-a-la-sadc/>
- Newsmada, chronogramme du Programme de la Refondation, 2 mars 2026. <https://newsmada.com/?p=170938>
- Newsmada, état d'avancement et phase pilote de la concertation, 5 octobre 2026. <https://newsmada.com/?p=197913>
- DIAL (IRD), document de travail n° 2026-04, premiers résultats des enquêtes AINGA et TARATRA, 2026. <https://dial.ird.fr/publications/parution/document-de-travail-n2026-04-un-dispositif-de-developpement-des-connaissances-sur-la-diaspora-malagasy-dans-le-monde-tady-disco-premiers-resultats-des-enquetes-ainga-et-taratra/>
- Diapason, « Trajectoire comparée du Tchad et Madagascar », S42-26, 16 octobre 2026.
- Diapason, « Un gouvernement à l'épreuve du réel », novembre 2025 (base documentaire Diapason).

Rédaction - Diapason